

**Interventions :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Lamine-Gueye tendant à fixer le régime électoral et la compétence des assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 22 : *Son amendement* (p. 2264) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales de Madagascar : Art. 5. : *Ses observations* (p. 2382).

**RAYMOND-LAURENT (M.), Député du département de la Manche.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

**Dépôt :**

Le 27 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur, par la législation sur la reconstruction, les principes établis par la loi du 17 avril 1919 sur la réparation intégrale des dommages de guerre et la solidarité totale des Français devant les charges nées de la guerre, n° 226.

**Interventions :**

Prend part à la discussion de propositions de résolution sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1060). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

**REILLE-SOULT (M. François), Député du département du Tarn.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (p. 138) ; de la Commission de la défense nationale (A. de 1946, p. 1) ; de la Commission du ravitaillement (p. 460).

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi organisant sur de nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs (A. de 1945, p. 692). — Demande à interpellier sur la politique générale du Gouvernement et ses conséquences, notamment sur les problèmes du ravitaillement et des prix, ainsi que les mesures qu'il compte prendre pour porter remède à l'inquiétude du pays (A. de 1946, p. 2) ; développe cette interpellation (p. 118 et suiv.). — Demande à interpellier sur la politique que le Ministre du Ravitaillement compte suivre en ce qui concerne la production laitière (p. 1021). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Herriot* (p. 1357). — Demande à interpellier sur le prix du lait (p. 1959). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : RAVITAILLEMENT : Chap. L A : *Son amendement* (p. 2304).

**RENARD (M. Adrien), Député du département de l'Aisne.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

**Dépôts :**

Le 28 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier le régime des congés payés, n° 794. — Le 1<sup>er</sup> avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'institution d'un Conseil national du travail, n° 830. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le régime des congés payés, n° 1022. — Le 23 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à l'institution d'un Conseil national du travail, n° 1157. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi supprimant la consultation

du Comité consultatif des arts et manufactures prévue par le Code du travail, n° 1161.

#### Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 2 : *Ses explications de vote* (A. de 1946, p. 1606); Art. 5 : *Ses explications de vote* (p. 1608); Art. 9 : *Amendement de M. Viatte* (p. 1609).

**RENCUREL (M. Auguste), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa** (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).  
= Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

#### Interventions :

Est entendu au cours de la discussion du rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : *Amendement de M. Pierre-Bloch au paragraphe 5 de l'article 14* (A. de 1945, p. 97). — Prend part à la discussion : du projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au Budget de l'Algérie pour l'Exercice 1946 : *Discussion générale* (p. 719); — d'interpellations sur la situation économique de l'Algérie (A. de 1946, p. 565); — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : *Dispositions spéciales à l'Algérie : Discussion générale* (p. 1504). — S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 2060, 2115). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 2115).

**RESTE (M. François), Député du territoire de la Côte d'Ivoire** (*Collège des citoyens*).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 208).  
= Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1945, p. 638). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 667).

#### Dépôt :

Le 25 avril 1946, un rapport au nom de la commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi autorisant la transmission éventuelle par télégramme des énonciations essentielles des actes authentiques entre la France et les colonies, n° 1204.

#### Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (A. de 1946, p. 935).

**RÉVILLON (M.), VOY. TONY-RÉVILLON.**

**REYMOND (M. Camille), Député du département des Basses-Alpes.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).  
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

#### Dépôts :

Le 15 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 58 du décret-loi du 5 novembre 1926, relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 442.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME, *Discussion générale : Régions de la vallée de l'Ubaye et de Barcelonnette* (A. de 1945, p. 537). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 137).

**RIBÈRE (M. Marcel), Député du département d'Alger et territoire de Ghardaïa** (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non-musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).  
= Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration